

# écco



EDITION FRANCOPHONE

*ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP16 - MOP 6, Cancun, Nov-Décembre 2010*  
*Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org)*

## Chers ministres, reliez les points pour savoir quoi faire ici à Cancun :

Coût de la vie

Responsabilité

Histoire



# Bas les masques !

Cher-e-s Ministres, lorsque ces réunions seront terminées, pourrez-vous affirmer que vous avez fait tout votre possible afin de protéger les générations présentes et futures des dangers du changement climatique? ECO sent venir une nouvelle gueule de bois. Les informations en provenance du huis clos suggèrent que nous nous dirigeons vers un accord de Copenhague (version allégée). Il est inconcevable de gaspiller une autre année, et peut-être même revenir en arrière par rapport à Copenhague. Mais voilà où nous en sommes.

Nous parlons beaucoup du rapport du PNUE sur le gigatonne gap, et pour une bonne raison. Les engagements de l'Accord de Copenhague laissent un fossé de 5 à 9 gigatonnes – ce qui ne nous laisse que 66% de chances de limiter l'augmentation de la température mondiale à 2 ° C et d'en limiter les impacts. Cela semble très dangereux.

Et maintenant, pour aggraver les choses, il semblerait possible que la COP ne fasse que « prendre acte » de ces engagements mous. Ne pouvez-vous pas au moins décider de mettre en œuvre le peu actuellement sur la table?

Pire encore, Climate Action Tracker indique qu'avec les règles LULUCF proposées et l'immobilisme sur l'échappatoire de « l'air chaud », les pays développés pourraient continuer leurs petites affaires jusqu'en 2020. Alors que tout le monde sait bien au fond qu'un pic des émissions mondiales est indispensable avant 2015.

Cher-e-s Ministres, tout n'est pas perdu! Lors de ce dernier jour crucial à Cancun, vous pouvez:

- \* Convenir d'une vision commune forte, avec l'objectif de limiter l'augmentation des températures en dessous de 1,5 degrés;

- \* Officiellement reconnaître que les engagements sur la table ne pourront empêcher un dangereux changement climatique et que beaucoup reste à faire.

- \* Mettre en place un processus, avec comme date limite Durban, pour renforcer les objectifs et les actions.

Cher-e-s Ministres, vous pouvez encore le faire. Si vous avez besoin d'un coup de pouce, ECO vous offre le café.



Side-event en 2020 ?

## REDD+ en vert et avant tous!

Alors que la fin des négociations approche, ECO est globalement très déçu.

Cependant, on note des avancées sur REDD+. Et, bien que les négociations ne soient pas terminées, une certaine volonté politique a permis aux Parties d'aboutir à un compromis qui va dans le bon sens. Le cadre qui en résulte pourra contribuer à la réduction des émissions mondiales.

Une décision finale à propos de REDD+ est à notre portée. Les Parties sauront-elles prendre la décision qui vaudra de l'or dans ces derniers instants alors que de dangereux signes de dérapage sur les principes clés apparaissent. Nous devons établir un mécanisme REDD+ qui, à la fois, réduit les émissions, protège les droits des peuples et la biodiversité et pour ce faire fournit des financements suffisants sur lesquels nous pourrions compter dans la durée. Le compromis sur REDD+ requiert des efforts de chacun. Les pays en voie de développement ont démontré leur volonté de protéger leurs ressources forestières, mais ont bloqué tout accord qui établirait un solide système de contrôle. Les pays développés ont commencé par s'engager à financer le mécanisme, mais le montant des fonds et leur durée ne sont toujours pas fixés. Les ONG et les peuples indigènes ont infatigablement milité pour que le mécanisme respecte l'environnement et les droits des peuples.

L'action commence à porter ses fruits. Le Mexique, la RDC, l'Equateur, le Costa Rica, le Brésil et l'Indonésie ont fait des progrès significatifs sur leur programme REDD+ nationaux. Comme un signal, le Mexique a récemment lancé « REDD+ Vision ». Dans ce cadre, les parties prenantes seront impliquées grâce à un processus participatif et les programmes devront renforcer le

soutien aux exploitations durables de la forêt par des communautés, le respect des droits des peuples indigènes, et la préservation de la biodiversité et des services générés par les écosystèmes.

Tout reste encore à jouer pour REDD+ en ce dernier jour de négociations à Cancun. Le premier des maux à adresser reste ce mot «leakage» qui permet que la déforestation se déplace seulement d'un endroit à un autre.

En second lieu, un engagement doit être pris aussi bien sur le financement à long terme du fond (en quantité suffisante et avec une bonne visibilité) que sur les règles quant à son usage.

Troisièmement, REDD+ doit respecter et protéger les droits des peuples indigènes et des communautés vivant de la forêt, tout en préservant les forêts naturelles et la biodiversité, et en établissant un système de contrôle et de reporting avec de solides garde-fous.

Ces garde-fous doivent garantir les objectifs multiples de REDD+ et poser les bases d'une bonne gouvernance. Si ces bases fondamentales peuvent être construites, alors le processus REDD+ est mûr. Et si un accord est en vue sur REDD+, pourquoi pas sur tous les autres sujets ?

Le potentiel d'atténuation de REDD+ dépend de la viabilité de systèmes naturels qui sont menacés à moins d'accords ambitieux de réduction des émissions dans les autres parties de la négociation. Dans ces dernières heures, il est encore possible d'obtenir un bon Cancun package.

Prenons tous exemple pour que REDD+ ne soit pas l'arbre qui cache la forêt !

## Où en est-on sur le Fonds d'adaptation ?

Quelle semaine pour le Chair du Fonds pour l'adaptation et son Secrétariat. Ils ont officialisé la capacité juridique du Conseil du Fonds, l'élément manquant pour faire avancer le modèle d'accès direct.

Au side-event, l'AFB a introduit un nouvel outil pour aider les PED dans la procédure d'accès direct. Des représentants des trois entités nationales d'exécution accréditées (NIE) au Sénégal, en Jamaïque et en Uruguay ont partagé l'expérience de leur processus d'accréditation.

Le rapport du Président du Fonds d'adaptation montre des progrès satisfaisants. Et le secrétariat de la CCNUCC a été prié d'organiser des ateliers régionaux pour faciliter les demandes d'accréditation de NIE. Ces ateliers peuvent aider à promouvoir un accès direct car ils aident à renforcer les capacités des PED à identifier les institutions appropriées et travailler selon les exigences de gestion fiduciaire.

En outre, la société civile devraient avoir un rôle à jouer, et les NIE devraient avoir une bonne expérience en matière de réponse aux besoins de la société civile et de la communauté locale.

L'Australie a rejoint le club des supporters du Fonds pour l'Adaptation, promettant AUS 15 millions de dollars de son financement précoce pour le Fonds. D'autres pays développés qui ont gardé leurs poches fermés jusqu'à présent, comme le Japon, la France ou le Royaume-Uni, devrait faire de même, et bien avant la CdP 17.

Les membres de l'AFB et le Secrétariat méritent un toast pour se féliciter de leurs progrès cette année. La réunion sera probablement l'occasion d'ouvrir la voie à davantage de pays d'en bénéficier par le biais d'approbation des projets d'adaptation et potentiellement l'accréditation de NIE supplémentaires.

Et pour la première fois, les membres AFB auront une session conjointe avec les représentants de la société civile. Cela peut conduire à de nouvelles améliorations sur l'inclusion de tous les acteurs et la prise en compte des communautés les plus vulnérables dans les propositions de projet et une plus grande transparence sur les décisions relatives au projet.

Nous sommes sûrs que l'AFB sera un meilleur exemple de bon fonctionnement en 2011, une institution multilatérale démocratique et pro-pauvres.

## Avancer à reculons...

Le Canada semble bien décidé à conserver son titre de « Fossile Colossal » pour la 4ème année consécutive.

Dans une entrevue avec les journalistes hier matin, le ministre John Baird a rejeté le principe de responsabilité historique, parlant de problème « annexe ».

Le principe de responsabilité historique définit la nécessité pour les pays développés de prendre en compte leurs émissions passées, et les oblige ainsi à agir les premiers et à faire plus d'efforts de réduction des émissions de GES que les autres.

ECO soupçonne le ministre de s'être égaré. La responsabilité historique n'est pas annexe, c'est plutôt le cœur de l'enjeu pour des pays développés comme le Canada.

Prenons un instant pour regarder en arrière :

\* Les émissions du Canada ont augmenté de plus de 30% par rapport au niveau de 1990.

\* Le Canada est le pays qui, sitôt rentré de Copenhague, a décidé de soumettre un objectif encore plus bas que celui pris au Danemark.

\* Le Canada a cessé sa politique de soutien à l'énergie éolienne.

\* Le gouvernement Harper a donné encore plus de fonds pour la R&D dans le stockage du carbone (CCS) que ce que réclamait les compagnies pétrolières.

\* M. Baird, le même qui parlait hier en séance plénière de nouvelles mesures pour réguler l'utilisation du charbon, trop polluant, avait précédemment annoncé en 2007 « un des plans les plus ambitieux de lutte contre le dérèglement climatique et la pollution de l'air ». Il n'a rien fait pour le mettre en œuvre. Au moins, on peut le considérer comme cohérent...

Le ministre et son gouvernement croient clairement qu'il s'agit d'une course à l'accroissement des émissions et non à la réduction. Quelle autre raison pourrait nous expliquer la position du Canada dans ces négociations, le musellement de ses scientifiques, la marginalisation de la communauté des ONG et le mépris pour toutes les mesures adoptées à la chambre des communes depuis 2006, appelant le gouvernement à réduire les émissions nationales ? La liste est sans fin. ECO s'en lasse, rien que d'y penser.

La question à 100 points est : le gouvernement Harper va-t-il un jour se réveiller et agir avant qu'il ne soit trop tard pour le climat, la nature, et les hommes ?

## Les Droits de l'Homme

Il semble approprié que ces négociations se terminent sur la Journée Internationale des Droits de l'Homme.

Au cours de l'année écoulée, le monde a dû faire face aux nombreux effets dévastateurs du changement climatique sur l'homme. Inondations, glissements de terrain, incendies et tempêtes ont sapé les droits à la vie, à la subsistance, à l'accès à l'eau, aux aliments et à la santé entre autres. Au nom des populations vulnérables partout dans le monde, ECO tient à rappeler aux différentes Parties leurs obligations internationales en matière des droits de l'homme.

\* La vision commune doit inclure un objectif ambitieux qui permettra d'éviter d'infliger à l'être humain un préjudice irréversible. Cela réaffirmera les conclusions du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies comme quoi la jouissance pleine et effective des droits de l'homme est directement ou indirectement soumise au changement climatique.

\* Les mesures d'adaptation et d'atténuation doivent protéger les droits des personnes touchées, des communautés et des peuples, et sauvegarder les plus vulnérables. Les mesures prises en réponse au changement climatique ne doivent pas porter atteinte aux droits de l'homme.

\* Les modes de financement doivent être nouveaux et supplémentaires, adéquats et prévisibles, pour permettre à tous les gouvernements de protéger les droits de leurs citoyens.

Les droits de l'homme internationalement reconnus, y compris les droits à l'information, à la participation et à la compensation, doivent recevoir leur juste place dans tous les aspects du texte.

ECO a été grandement déçu de voir des références spécifiques aux droits de l'homme disparaître du texte des négociations faisant suite à Copenhague. Ces références sont réapparues à Tianjin, pour disparaître à nouveau. Nous constatons avec soulagement, toutefois, que le texte de la vision commune contient actuellement une référence claire quant à l'obligation de toutes les Parties à respecter pleinement les droits de l'homme.

Mesdames, Messieurs, le temps est venu d'agir.

## Si se puede!

LE JAPON PRESENTE  
AVEC LE SOUTIEN DE PEUR SUR KYOTO PRODUCTIONS

# TRAITE CLIMATIQUE: SOUS LES EAUX



Le Premier Ministre japonais Naoto Kan vit dans un conte fantastique - imaginant qu'il peut refuser une nouvelle période d'engagement du Protocole de Kyoto sans ruiner les espoirs pour un traité climatique global. Les discussions des Nations-Unies au Mexique étant enlisées, le monde demande à Monsieur Kan de se réveiller : s'il abandonne Kyoto, le traité climatique sera sous les eaux.

AVAAZ.ORG & TCKTCKTCK.ORG, EN ASSOCIATION AVEC TOUTES LES VIES DU MONDE, A CE MOMENT DECISIF, EXIGENT DE NAOTO KAN ET DU GOUVERNEMENT DU JAPON DE SE REENGAGER DANS LE PROTOCOLE DE KYOTO POUR NOUS EVITER D'ETRE SOUS LES EAUX

AVAAZ.ORG

R WHERE "R" MEANS "REALLY REALLY IMPORTANT"

tcktcktck



## Fossile du Jour

### # 1 - Canada

Parcequ'il considère sa responsabilité historique comme « annexe ».

### # 2 - Papouasie-Nouvelle-Guinée

Pour son opposition aux garanties de REDD

### # 3 - Etats-Unis

Pour leur blocage sur l'adaptation, le renforcement des capacités et la technologie.



## Rayon du Jour

### AOSIS, PEID et PMA

Pour avoir réussi à réintégrer la référence à l'objectif de 1,5°C comme augmentation maximale de température dans le texte de Vision Commune.

## REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEDDTL) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que Sébastien Blavier, Alix Mazounie, Karine Gavand, Benoit Faraco, Romain Benicchio, Marie Cheron, Ange-Benjamin Briday Marion Richard, Diane Vandale, Emmanuel Bernard, Philippe de Rougemont, Gwenael Wasse, Philippe Quirion, Denis Voisin, Charlotte Roux, Pierre Perbos, Catherine Saillard, Antoine Bonduelle, Celia Gautier, Jean-Pierre Moussaly, Marine Franck et Alexandra Blavier pour leur aide.

[www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)